



mars 2020

Crise migratoire ou crise de l'accueil : l'Europe avec la honte comme seul étendard !!!

Comme il est commode de parler à tout-va de crise de l'immigration. Il serait pourtant plus opportun, réaliste et courageux de parler de crise de l'accueil.

Mais cela nous obligerait à endosser une responsabilité qui nous forcerait, nous, européens, à dégager des moyens et mener une politique bien qu'humaine, potentiellement impopulaire et à contre-courant des sombres avancées populistes.

Comme il est commode de déshumaniser ces gens, qu'on affuble d'une identité unique : « migrants ». Cette identité nous autorisant de la sorte à oublier qu'ils sont avant tout des êtres humains. Oublier qu'ils sont sujets à la protection internationale. Légitimer les violations par les états européens, du droit international, en autorisant les gardes côtes à utiliser la violence pour réprimer leur quête d'asile.

Humains dont l'avenir doit nous concerner, humains dont la dignité doit nous préoccuper, humains dont la défense des droits doit nous animer, humains pour lesquels une politique concertée d'accueil doit être mise sur pied... humains dont la survie ne dépend que de nous.

Ces gens ont fuit l'enfer sur terre... Alep, Kandahar ou Idlib ...

Qui peut encore prétendre ne jamais avoir vu les photos de leurs conditions de vie, des photos aussi intolérables qu'insoutenables... dans ce qui ressemble à des prisons à ciel ouvert où toute once d'humanité a disparu. Et pourtant... ce qu'ils trouvent en Europe ne les éloigne pas de ces enfers.

Comme il est commode d'opposer sécurité et solidarité. Comme si l'accueil de ces personnes représentait un danger pour la survie européenne. Comme si nous étions face à un afflux inabsorbable et sans précédent.

Ce texte n'est pas un traité d'analyse géopolitique mais une exhortation à nos dirigeants : **ça suffit !** Ayez le courage politique de prendre des décisions fortes, humaines et solidaires à la hauteur du projet politique européen.

Face à la situation à la frontière gréco-turque, la réponse actuelle de l'Europe est le renforcement du contrôle militaire et l'usage de la force. Cela démontre qu'un nouveau cap a été franchi dans notre obligation à appliquer les règles du droit international (art 33 de la Convention de Genève).

Voir ces personnes complètement dénuées de tout, appauvries et apeurées, se masser aux portes de la « belle » Europe est insupportable et indigne pour tout qui prétend défendre les valeurs démocratiques et humanistes qui sont, nous semble-t-il, le fondement du projet européen.

Sous la pression des partis les plus conservateurs, l'Union européenne continue d'abandonner ces valeurs fondamentales et son autorité morale, en prenant le risque, de marquer honteusement l'histoire.

En étant que Directeurs/Directrices et travailleurs sociaux du secteur de l'intégration et de l'interculturalité, nous sommes quotidiennement en contact avec des femmes, des hommes et des enfants de toutes origines, fraîchement installés ou non, sur notre territoire.



La volonté farouche d'une immense majorité de ces personnes est de prendre part à notre vie sociale, économique et culturelle et d'ainsi, bien légitimement, partager notre quotidien en toute dignité.

Nous pensons que notre société est troublée par toutes sortes de menaces, dont les plus préoccupantes sont le populisme, la désinformation, le racisme et le repli sur soi. Cependant, brandir la peur, la pénurie de moyens et le manque de place comme motifs de refus n'est plus crédible voire infantilisant.

En effet, aucun de ces arguments ne résiste à une analyse objective. Qu'il s'agisse de la théorie du grand remplacement, de l'envahissement massif, du déclin économique ou d'un appauvrissement culturel voire culturel... Toutes les études semblent contredire toutes ces allégations et vont même dans le sens contraire.

Mais rien n'y fait, année après année, guerre après-guerre, l'Europe refuse d'ouvrir ses portes aux « MIGRANTS »... Nom dont elle affuble les réfugiés pour mieux fuir ses responsabilités et nier leur droit à l'asile.

Ces personnes sont des demandeurs de PROTECTION internationale, ce qui nous oblige, nous, européens, à leur proposer notre aide.

Ils ne s'expatrient pas, ils fuient la mort, la misère, la persécution.

En tant que responsables dans le secteur de l'intégration et de l'interculturalité, nous sommes en contact permanent avec ces « migrants », qui garderont toute leur vie les stigmates parfois irrémédiables de notre refus de les accueillir ou alors dans des conditions indignes.

Toute leur vie durant, ils devront vivre avec les traumatismes de l'exil et de toutes ces vies prises par la méditerranée ou le froid des camps.

Cette tragédie nous renvoie comme un miroir, le reflet d'un continent, qui a perdu son identité : Qui sommes-nous européens ? Quels sont nos privilèges, nos rapports de domination ? De quoi avons-nous peur si ce n'est de nous-mêmes ?

Bien sûr il y a des pauvres et des fragiles en Europe, et nous les regardons avec la même condescendance et le même cynisme que ces réfugiés...

Nous nous servons lâchement de la pauvreté des uns pour rejeter les autres ? C'est d'ailleurs la seule utilité sociale que nous leur reconnaissons.

Savoir que des budgets importants de la politique migratoire servent à construire des murs, ériger des barrières, dresser des barbelés, n'est pas la vision de la démocratie que nous défendons chaque matin dans nos associations.

Nous avons les moyens de mener plusieurs combats de front, qu'il s'agisse de l'accueil fermement humain des demandeurs d'asile, de la lutte contre la misère sociale, de l'égalité de genre ou du réchauffement climatique.

Nous exhortons, ceux qui nous représentent, d'œuvrer à une politique d'accueil digne, régulée et organisée plutôt qu'à un renfort du refus. Nous exhortons l'Europe à respecter le droit international.

Comme d'autres acteurs de l'accueil en Belgique, nous militons pour développer des conditions de vie dignes dans les pays d'origine, pour instaurer des voies légales de migrations par des accès sûrs, de garantir des politiques d'égalité et de lutter contre toutes formes d'exclusions et de repli sur soi.

Notre engagement à nous sera ensuite, de participer au quotidien à l'inclusion de ces personnes.

Chacun fera ainsi sa part.

Protect humans, no borders !*

Directeur SeTIS Wallon – Service de Traduction et d'Interprétariat en milieu Social

Directeur CRVI – Centre Régional de Verviers pour l'Intégration

Directeur CRIBW - Centre Régional d'Intégration du Brabant Wallon

Directrice CAI - Centre d'Action Interculturelle de la province de Namur

Directrice CIMB - Centre Interculturel De Mons et du Borinage

Directrice CERAIC - Centre Régional d'Action Interculturelle de la région du Centre

Directeur CRIC - Centre Régional d'Intégration de Charleroi

Directeur CRILUX - Centre Régional d'Intégration de la province de Luxembourg

Directeur CRIPEL - Centre Régional pour l'Intégration des Personnes Étrangères ou D'origine Étrangère de Liège

* : pour aller plus loin, lire <https://www.cire.be/crise-a-la-frontiere-greco-turque/>

